

# ARR DICT 2025-843

DEPARTEMENT
<b>V A U C L U S E</b>
CANTON
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>
COMMUNE
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>

PG/LG/PP/CJ/AP/RV  
Direction des Services Techniques  
Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 084-218400547-20251219-ARRDICT2025843-AI



Mis en ligne le 24 décembre 2025

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET :** OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par une toupie et un camion pompe sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : quai Jean Jaurès devant les n° 20 et 21 pour des travaux de coulage d'une longrine.  
Le lundi 12 janvier 2026 de 08h00 à 12h00.  
AUTORISATION TEMPORAIRE DE STATIONNER deux véhicules sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : quai Jean Jaurès au droit du n° 21 pour des travaux de rénovation.  
Du lundi 05 janvier 2026 au vendredi 20 février 2026 de 08h00 à 18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU** Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU** Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions dudit code,
- VU** Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU** La décision DF 24-1371 du 23 décembre 2024 visée en préfecture le 7 janvier 2025 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- VU** La demande formulée par l'entreprise SARL DONNAT 1075, chemin des Cinq Cantons 84800 L'Isle sur la Sorgue en date du 18 décembre 2025, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,
- VU** L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU** L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU** L'avis favorable du Service Juridique,

**CONSIDERANT** Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public avec une autorisation temporaire de stationner au lieu-dit cité en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

## ARRETE

**ARTICLE 1** Du lundi 05 janvier 2026 au vendredi 20 février 2026 de 08h00 à 18h00 date des travaux, une occupation du domaine public par une toupie et un camion pompe avec une autorisation temporaire de stationner deux véhicules sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise SARL DONNAT de procéder à des travaux de rénovation.

**ARTICLE 2****Prescriptions spéciales :****Le présent arrêté devra être affiché.****ATTENTION : Les pétitionnaires à l'initiative des travaux seront en charge de la communication aux riverains.****ATTENTION : pas de travaux le jeudi et le dimanche, jours de marché.****Un passage sécurisé devra être mis en place pour les piétons.****La zone des travaux devra être sécurisée.****Les abords du chantier devront être nettoyés.****La chaussée devra être rendue à l'identique.****ARTICLE 3**

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur mises en place par l'entreprise SARL DONNAT qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise SARL DONNAT sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprises chargées des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur DONNAT Olivier Tél : 06.32.63.30.92.

**ARTICLE 5**

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

**ARTICLE 6**

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

**ARTICLE 7****Les droits des tiers sont et demeurent préservés****ARTICLE 8****Les accès aux propriétés seront préservés.****ARTICLE 9**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès-Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

**ARTICLE 10**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,

Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11**

Fait à l'Ile-sur-la-Sorgue, le 19 décembre 2025,

